

N° 5174⁷

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant organisation des Maisons d'enfants de l'Etat

* * *

**AMENDEMENTS ADOPTES PAR LA COMMISSION DE LA FAMILLE,
DE LA SOLIDARITE SOCIALE ET DE LA JEUNESSE****DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT**

(26.1.2004)

Monsieur le Président,

Dans le cadre de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat concernant le projet sous rubrique et à la demande de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, j'ai l'honneur de vous soumettre la décision que cette dernière a prise au sujet de la formulation de l'article 5 (selon le Conseil d'Etat) de ce projet de loi.

La Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse a souhaité reprendre l'article tel que formulé par le Conseil d'Etat tout en maintenant la composition initiale de la commission *consultative* dont l'article traite. Elle estime en effet que l'inclusion de nouvelles personnes dans cette commission, qui est essentiellement destinée à l'encadrement de la direction des Maisons d'enfants de l'Etat en ce qui concerne la gestion et le fonctionnement, n'est pas nécessaire à cet effet.

Cet article 5 (selon le Conseil d'Etat) aura ainsi la teneur suivante:

„**Art. 5.**– (1) Il est institué une commission consultative composée de quatre membres nommés par le Gouvernement, dont

- deux représentants du ministre de tutelle;
- deux représentants des Maisons d'enfants de l'Etat, dont le directeur.

(2) Les conditions de nomination des membres, le fonctionnement de la commission ainsi que l'indemnisation des membres et experts sont déterminés par un règlement grand-ducal.“

*

Veillez également trouver ci-joint la fiche d'évaluation d'impact des mesures législatives et réglementaires relative au projet sous rubrique.

Copie de la présente est envoyée pour information à Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse et à Monsieur François Biltgen, Ministre aux Relations avec le Parlement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Jean SPAUTZ

Président de la Chambre des Députés

*

FICHE D'EVALUATION D'IMPACT DES MESURES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

Intitulé du projet: Avant-projet de loi portant création des maisons d'Enfants de l'Etat
Ministère initiateur: Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse
Suivi du projet par: Serge EBERHARD **Tél.: 478 65 10**

Motif(s) à l'origine de l'élaboration du projet:

Transposition de directives communautaires: Oui Non Mesures d'exécution de la loi: Oui Non

Arrêt de la Cour de Justice Européenne: Oui Non Actualisation de la loi: Oui Non

Autre(s):

Objectif(s) du projet:

Adapter le texte en vigueur à la situation actuelle en créant par la rédaction d'une nouvelle loi, un statut propre pour les Maisons d'Enfants de l'Etat

Conséquences d'un éventuel statu quo:

Maintien du tronc de loi du 10 février 1984 portant organisation des services du Centre du Rham, pour la seule section des enfants

Autres départements ministériels concernés:

1. Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Adm. Accord: Oui Non Date observations éventuelles:

2. Observations éventuelles: Accord: Oui Non Date

Organismes de contrôle interne consultés:

IGF Oui Non

Avis: Oui Non Date

CER Oui Non

Avis: Oui Non Date

CIE Oui Non

Avis: Oui Non Date

IGSS Oui Non

Avis: Oui Non Date

Autre Oui Non

lequel?: Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Adm.

Avis: Oui Non Date: demandé le 27.3.03

Consultations des organisations professionnelles effectuées: Oui Non

si oui, lesquelles:

observations:

Autres organismes consultés: Oui Non

si oui, lesquels:

observations:

Destinataires directs du projet:		
PME/PMI		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Secteur / Branche / Nombre:		
Taille (salariés): < 10 <input type="checkbox"/> 10 et < 50 <input type="checkbox"/> 50 et < 250 <input type="checkbox"/>		
Autres entreprises (Taille 250 <input type="checkbox"/>)		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Secteur / Branche / Nombre:		
Personnes physiques		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Catégories / Nombre: enfants et adolescents/act ± 70		
Administrations / Etablissements publics		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Détail:		
Autres (e.g. professions libérales)		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Détail		

Conséquences de la mise en oeuvre des mesures sur les entreprises		Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Charges financières:		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
si oui, montant approx.:		
augmentation ou diminution		
impôts indirects	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
impôts directs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
charges sociales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
charges salariales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
garanties	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
autres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
si oui, lesquelles		
Investissements requis:		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
si oui, précisions:		
Aides financières prévues:		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
si oui, montant:		
modalités:		
Autres aides prévues (e.g. conseil, logiciels):		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
si oui, type:		
modalités:		
Différentiation des mesures ou mesures spéciales prévues pour les PME/PMI:		Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
si oui, lesquelles:		
Procédures administratives: supplémentaires <input type="checkbox"/> inchangées <input type="checkbox"/> diminuées <input type="checkbox"/>		
si suppl. ou dimin. prière de préciser leur type et leur impact (à quantifier, si possible):		

Conséquences de la mise en oeuvre des mesures sur l'Administration:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Procédures:	
Mesures directement applicables: si non, quelles procédures sont à créer:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Mesures impliquant différents ministères si oui, lesquels:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Accord trouvé sur la procédure à suivre:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Structures nouvelles prévues:	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
si oui, lesquelles:	
Personnel supplémentaire:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
si oui, nombre et carrières:	
Impact frais d'équipement / frais de fonctionnement:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
dont matériel informatique: Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> estimation besoin en PC's	
dont surface bureaux: Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> estimation m ² requis:	

Conséquences de la mise en oeuvre des mesures sur les personnes physiques:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Incidence financière:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
si oui, montant approx.:	
augmentation ou diminution	
impôts indirects <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
impôts directs <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
charges sociales <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
autres <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
si oui, lesquelles	
Aides financières prévues:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
si oui, montant:	
modalités:	
Autres aides prévues (e.g. conseil, logiciels):	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
si oui, type:	
modalités:	
Procédures administratives: supplémentaires <input type="checkbox"/> inchangées <input checked="" type="checkbox"/> diminuées <input type="checkbox"/>	
si suppl. ou dimin. prière de préciser leur type et leur impact (à quantifier, si possible):	

Rapport coût-efficacité établi: si non, pourquoi: <i>il s'agit d'une mesure sociale, obligation morale et sociale de l'Etat</i>	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Lisibilité contrôlée:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Efficacité présumée: Totale <input type="checkbox"/> Partielle <input type="checkbox"/> Mesure intermédiaire <input type="checkbox"/>	
Acceptabilité présumée: Bonne <input checked="" type="checkbox"/> Plutôt bonne <input type="checkbox"/> Neutre <input type="checkbox"/> Plutôt mauvaise <input type="checkbox"/> Mauvaise <input type="checkbox"/>	
Dispositif plus léger envisagé: si oui, lequel et pourquoi non retenu:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Durée limitée:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
Evaluation prévue: si oui, par quel service, quand et/ou à quels intervalles:	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>

Effets sur autres domaines et compétences: (e.g. création d'emplois, impact sur investissement et la création d'entreprises, environnement, égalité des chances ...)
